

La visibilité des organisations protestantes en Chine sous le regard de l'État-parti

The Visibility of Protestant Organizations in China under the Eye of the Party-State

Juliette Duléry



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/22501>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.22501

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2020

Pagination : 143-166

ISBN : 978-2-8143-0586-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Juliette Duléry, « La visibilité des organisations protestantes en Chine sous le regard de l'État-parti », *Questions de communication* [En ligne], 37 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2023, consulté le 20 mars 2025. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/22501> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.22501>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

JULIETTE DULÉRY

Inalco, Université de Paris, CNRS, IFRAE, F-75013 Paris, France
juliettedulery[at]hotmail.fr

LA VISIBILITÉ DES ORGANISATIONS PROTESTANTES EN CHINE SOUS LE REGARD DE L'ÉTAT-PARTI

Résumé. — Fondé sur des enquêtes de terrain effectuées dans plusieurs villes (Pékin, Shenzhen et Changsha), l'article analyse les stratégies de visibilité des organisations protestantes chinoises. Dans un contexte où l'État-parti cherche souvent à effacer toute trace du protestantisme au sein de l'espace public, les Églises – enregistrées auprès des autorités ou souterraines – mettent elles-mêmes en scène leur disparition en proclamant leur adhésion au discours officiel. Cette allégeance de façade les conduit à sécuriser leurs activités religieuses qui se déplacent ainsi dans des sphères peu visibles, communautaires ou privées. L'analyse porte d'abord sur la visibilité de l'État dans l'espace protestant, puis, dans les deux parties suivantes, sur l'adaptation des Églises aux restrictions politiques et leurs réactions face au durcissement des directives religieuses de 2017.

Mots clés. — Chine, religion, surveillance, État, espace public, visibilité, paroisse enregistrée, points de rassemblement souterrain

En janvier 2017, l'annonce de l'édification d'un complexe protestant à Changsha, capitale de la province du Hunan, fit scandale sur l'internet¹. Destiné à constituer un « symbole » du protestantisme urbain², ce projet fut perçu par une partie des internautes chinois comme une incongruité. Ces derniers qualifièrent la construction de ce « parc à thème » sur le sol chinois de « plaisanterie » (笑话, *xiaohua*), tout en critiquant les dimensions monumentales de l'église³, dont la hauteur prévue (80 mètres) dépassait celle de la statue locale de Mao Zedong⁴. Ainsi la stratégie de visibilité propre au protestantisme évangélique, qui s'accomplit à travers la médiation de lieux urbains symboliques (Fer, 2010 : 62-69), déclencha-t-elle une polémique conduisant les autorités locales à interrompre les travaux de construction⁵.

Placer le christianisme sous le signe de l'altérité en Chine entraîne une inversion du regard. D'un point de vue occidental, le système politique français se fonde sur une « catho-laïcité » et le protestantisme constitue la « religion civile » des États-Unis (Laborde, 2009 ; Bellah, 2005). En revanche, malgré la présence d'une histoire locale du christianisme en Chine (Bays, 2011) en Chine, le protestantisme reste empreint du stigmate de la semi-colonisation du pays au 20^e siècle puisqu'il demeure, en raison de cet événement, perçu de manière négative par l'État et une partie de la population comme une « religion occidentale » (洋教, *yangjiao*, Gossaert et Palmer, 2012). Depuis les années 1980, l'ouverture économique du pays s'accompagne d'un essor des religions. Les protestants seraient 58 millions en 2011, l'équivalent de 4,4 % de la population (Pew Forum Research, 2011)⁶. Les organisations protestantes chinoises sont caractérisées par un certain flou doctrinal qui s'explique par la mise en œuvre d'une rupture théorique avec le protestantisme mondial depuis 1951, constituant ainsi une adaptation locale d'un christianisme globalisé. À partir des années 1980, le paysage du protestantisme chinois est bouleversé par l'afflux souterrain de vagues d'évangélisation exogènes, notamment évangéliques. Dès lors, se forme une théologie hybride composée d'influences évangéliques et fondamentalistes tout en demeurant rattachée au protestantisme réformé.

Aux États-Unis, la monstration sur l'internet de pratiques ordinaires du pentecôtisme, tel l'exorcisme, est susceptible d'établir une tension avec un public profane (Gonzalez, 2015) du fait de leur étrangeté supposée, la tension se référant « au degré de

¹ Accès : <https://www.kunlunce.com/gcjy/zhilijianyan/2017-02-04/113264.html> (consulté le 16 sept. 2019).

² Accès : <https://www.xingshatang.org.cn/post/179> (consulté le 17 sept. 2019).

³ L'originalité de cette controverse est qu'elle concerne une paroisse d'État, soutenue financièrement par les autorités locales.

⁴ Mao Zedong était originaire de cette province.

⁵ Accès : <http://m.gospeentimes.cn/news/39523> (consulté le 16 sept. 2019).

⁶ Les estimations concernant le nombre de protestants en Chine varient entre 20 et 130 millions de fidèles et sont caractérisées par leur divergence (Vermander, 2009). Cela est dû à la difficulté de quantifier le nombre de croyants appartenant aux Églises non enregistrées auprès des autorités, ainsi qu'aux variations entre les statistiques produites par l'État chinois, les chercheurs et les organisations chrétiennes. Néanmoins, il n'est pas impossible de trouver des statistiques sérieuses sur le sujet telles celles réalisées par le Pew Forum Research (2011).

distinction, de séparation et d'antagonisme entre un groupe religieux et le monde "extérieur" » (Stark et Finke, 2000 : 142-145). Dans le cas chinois, la propagation dans la société de religions comme le Yiguandao (Billioud, à paraître) ou le protestantisme se heurte à un degré supplémentaire de tension, celui du regard contraignant de l'État-parti⁷. Quelles stratégies de visibilité les organisations protestantes adoptent-elles en Chine dans un contexte de surveillance par l'État ? Les études consacrées aux relations entre gouvernement chinois et christianisme opposent souvent de manière binaire l'hégémonie de l'État-parti à la résistance des congrégations (Kindopp et Hamrin, 2004). En réalité, le paysage protestant est composé d'une constellation d'organisations. Supervisées par l'État-parti, les Églises des Trois Autonomies (三自教会, *sanzi jiaohui*) sont des paroisses « enregistrées », autrement dit déclarées auprès des autorités⁸. Elles sont considérées comme les héritières du protestantisme réformé chinois, bien qu'elles soient caractérisées depuis les années 1980 par leur porosité face à l'expansion du christianisme évangélique (Duléry, 2017). Les Églises à la maison (家庭教会, *jiating jiaohui*) constituent des congrégations « souterraines », au statut légal flou. Non enregistrées auprès des autorités, leur situation peut varier entre la reconnaissance informelle et, dans de rares cas, l'illégalité. Ces communautés ont fleuri hors du cadre étatique et ont été associées à la mouvance évangélique, mais peuvent aussi être rattachées au protestantisme réformé⁹. Les organisations para-ecclésiales sont nombreuses et une partie des congrégations sont dirigées par des ressortissants étrangers. Il est important de considérer les points communs qui unissent ces groupes puisqu'il semble possible d'effectuer des recoupements entre les Églises enregistrées et souterraines locales et internationales¹⁰.

Central dans l'analyse des sociétés et États en Europe, le concept d'« espace public » (Habermas, 1978 ; Fraser, 1990 ; Cefai, 2016) peut sembler difficile à appliquer au contexte chinois (Perry, 1994). En Chine, cette notion évoque spontanément l'inexistence ou le caractère embryonnaire de la « société civile » locale en tant qu'espace autonome de l'État. La singularité du cas chinois s'exprime surtout par la forte présence de l'État dans ce domaine. L'espace public se confond alors avec l'espace officiel. La prééminence de l'État est garantie par l'adhésion de la majorité

⁷ Le terme État-parti désigne la fusion entre les institutions étatiques et le Parti communiste.

⁸ Depuis 1951, les Églises protestantes de Chine ont pour obligation légale de s'enregistrer auprès du Mouvement patriotique des Trois Autonomies (三自爱国运动, *sanzi aiguo yundong*), une association religieuse supervisée par l'État-parti. Dès lors, ces congrégations sont en théorie soumises au principe des trois autonomies : auto-administration (自治, *zizhi*), autofinancement (自养, *ziyang*) et auto-évangélisation (自传, *zichuan*), afin de les rendre, selon la rhétorique du régime, indépendantes de toute influence étrangère.

⁹ L'expression Églises à la maison désigne les congrégations non enregistrées auprès du Mouvement patriotique des Trois Autonomies qui seraient en théorie illégales, mais dont l'existence est souvent tolérée par le régime.

¹⁰ En ce sens, le chercheur K.-K. Chan a souligné le fait que de nombreuses Églises ne correspondent en réalité ni à la catégorie des paroisses enregistrées, ni à celle des congrégations souterraines. À titre d'exemple, certaines bénéficient uniquement d'un enregistrement temporaire, d'autres ne sont pas enregistrées mais ont noué des relations informelles avec les autorités qui leur accordent à ce titre une reconnaissance officieuse. Ainsi les paroisses des Trois Autonomies et les congrégations à la maison partagent-elles des frontières poreuses (Kim, 2013).

de la population chinoise à l'orientation politique du régime (Cabestan, 2018). Plus qu'une forme de domination, le « regard » exercé par l'État chinois sur l'espace social se caractérise par sa nature extensive, le contrôle s'exerçant par le biais de divers médias – supervision institutionnelle, surveillance policière, propagande.

Il découle de cette surveillance que les organisations en Chine se situent à la lisière de l'État, avec lequel une relation de dépendance est créée, tout en constituant des plateformes de participation civile pour la société. Ainsi, en fonction de leur positionnement par rapport à la supervision institutionnelle de l'État, les espaces du protestantisme en Chine peuvent-ils être rouges, gris ou noirs (Yang, 2006)¹¹, soit considérés comme légaux, semi-légaux ou illégaux. Selon cette classification, les Églises des Trois Autonomies – supervisées par l'État – seraient des paroisses rouges, tandis que les congrégations souterraines plus autonomes seraient noires. Ces espaces correspondent également à autant de sphères de visibilité puisque plus le niveau de légalité d'une Église est faible, plus il est dans son intérêt d'être invisible, tandis que plus une paroisse est proche de l'État, plus elle est censée déployer son patriotisme. Cependant, cet article montre que les recherches de visibilité et d'invisibilité constituent en réalité deux faces de la même médaille puisque les Églises officielles possèdent aussi des espaces d'autonomie cachés, tandis que les communautés souterraines cherchent à théâtraliser leur allégeance envers les autorités locales. Dès lors, la convergence des tactiques employées par les Églises enregistrées et souterraines exprime leur commune altérité aux yeux de l'État. La prépondérance du protestantisme dit « gris » montre la porosité des congrégations rouges et noires qui forment une sphère communautaire différenciée de l'État et se fondent sur des pratiques informelles et une stratégie de l'invisibilité (隱形, *yingxing*) afin de développer leurs activités.

Dans un contexte de domination et de dépendance à l'État, il apparaît indispensable pour les groupes sociaux de ménager leurs relations avec les autorités locales. Plusieurs chercheurs (Vala, 2017 ; Laliberté, 2017) ont analysé le paysage protestant chinois au prisme des travaux de James C. Scott. Celui-ci considérant que le propre des dominés est de n'avoir d'autre choix que de donner l'apparence de servir volontairement les dominants en exprimant leur allégeance à travers la participation à un « texte public » (*public transcript*)¹², tandis que, de leur côté, les dominants mettent aussi en scène leur domination à travers la mise en place de divers codes politiques. Le processus de domination apparaît donc comme un jeu du chat et de la souris entre ces deux acteurs bien que les dominants restent maîtres du jeu (Scott, 1990). L'effort de la mise en scène engendre en coulisse la production, par les dominés comme par les dominants, de « textes cachés » (*hidden transcripts*), appartenant au domaine de ce qui est gênant ou inapproprié de révéler lors du « face-à-face » entre les deux acteurs.

¹¹ Je reprends l'analyse de Yang F. (2006) à propos de l'existence de « marchés » rouge, gris et noir du religieux en Chine. La semi-légalité renvoie au statut juridique en réalité flou des Églises à la maison.

¹² J. Scott (1990 : 33, nous traduisons) définit ainsi le texte public : « À de rares, mais néanmoins non négligeables, exceptions près, la prudence, la crainte, ou le désir d'obtenir certaines faveurs vont modeler la performance publique du subordonné, afin de satisfaire les attentes du dominant. J'utiliserai le terme *texte public* [*public transcript*] pour décrire cette interaction entre les subordonnés et ceux qui les dominent ».

Plutôt que d'étudier de manière abstraite la contribution des organisations protestantes à l'implantation de valeurs démocratiques en Chine en tant que potentiels acteurs d'une « société civile » locale, il semble plus intéressant d'analyser les tactiques concrètes qu'elles emploient face à l'État, qui viennent contredire ce mythe puisqu'elles ont souvent pour stratégie d'exprimer leur allégeance au parti. En effet, qu'elles soient souterraines ou enregistrées, les congrégations reproduisent la plupart du temps le texte officiel pour sécuriser leurs activités plus sensibles (développement d'activités en petits groupes, utilisation de matériaux étrangers, formations théologiques dispensées par des clercs étrangers) qui, dans une logique de compensation, sont développées dans les espaces intra-communautaires ou privés. Les cas de résistance ouverte à l'État sont rares, car ils brisent les codes tacites de ce qui peut être dit. Ainsi, en étant non visibles, les Églises participent-elles directement à l'endiguement du protestantisme par l'État.

Cet article se fonde sur une enquête de terrain conduite de janvier à mai 2019 dans la capitale, Pékin, à Changsha (province intérieure du Hunan) et à Shenzhen (zone économique spéciale située dans la province du Guangdong, à la frontière avec Hong Kong), tandis qu'une autre, consacrée à l'étude du protestantisme officiel à Shenzhen en 2017, constitue une source d'information supplémentaire. Toutes deux s'appuient sur l'observation participante au sein d'organisations protestantes et sur des entretiens réalisés auprès de clercs, d'hommes d'affaires et de fidèles. Ces enquêtes ont été marquées par la mise en place de nouvelles réglementations encadrant les religions adoptées par la Conseil d'État en 2017 pour une entrée en vigueur en février 2018 (Chang, 2018) conduisant au durcissement de la surveillance étatique. Par ailleurs, j'ai eu recours à l'analyse de sources primaires disponibles en ligne (journaux chrétiens ou séculiers, prêches).

La première partie de cet article est consacrée à la visibilité de l'État dans la sphère protestante. Les deux parties suivantes constituent une étude des stratégies d'adaptation des organisations face à l'immixtion croissante de l'État dans l'espace religieux.

Le protestantisme sous le regard du gouvernement chinois

La menace de l'altérité : limiter la propagation du protestantisme

Pour l'État, le protestantisme apparaît porteur d'une triple altérité avec, en premier lieu, celle d'une organisation concurrente aux yeux d'un gouvernement athée. La rhétorique antireligieuse traditionnelle subsiste dans le Document 19¹³ dans lequel les

¹³ Document 19 est le nom usuel d'une directive diffusée en 1982 par le Comité central du Parti communiste chinois (PCC) qui, si elle n'est pas légalement contraignante, constitue à la fois « une

religions sont définies comme des instruments d'aveuglement des masses appelées à disparaître à long-terme. Pour autant, ce document garantit la « liberté de croyance religieuse », principe repris dans la Constitution de 1982 (art. 36). Il demeure interdit pour les cadres du parti d'adhérer à une religion, bien qu'il soit tacitement admis qu'ils contournent cette règle dans l'espace privé. Depuis la fondation du régime, la mise en œuvre de la stratégie du « Front uni » a pour but d'inclure les forces non communistes de la société au sein du système (Cabestan, 2014). Ainsi l'objectif du gouvernement n'est-il pas d'éradiquer les religions, mais plutôt de les encadrer.

En deuxième lieu, le régime considère le protestantisme comme une menace potentielle à l'instar de l'ensemble des organisations sociales relevant de la « société civile ». Depuis les années 1980, les *leaders* des associations en Chine sont cooptés par l'État-parti au sein des structures gouvernementales (Saich, 2000). Aussi l'article 36 de la Constitution défend-il la liberté de croyance, mais non la liberté d'association de groupes religieux. Les cinq religions autorisées (bouddhisme, christianisme, confucianisme, islam, taoïsme) sont encadrées par l'État-parti (Palmer, 2009). Depuis 1951, dans le cas du protestantisme, le Mouvement patriotique des Trois Autonomies (MPTA) et le Conseil chrétien chinois (CCC)¹⁴ sont dirigés par des clercs obligatoirement formés dans les séminaires de théologie officiels. Plus qu'une simple volonté d'encadrement, le gouvernement vise à réduire le nombre de protestants et exerce une politique d'endiguement, par exemple au niveau de la répartition spatiale des lieux de cultes enregistrés, qui est limitée et suit une planification urbaine rationalisée.

En troisième et dernier lieu, la perception du protestantisme comme un autre culturel renforce la méfiance de l'État à son encontre. Et la crainte que le christianisme soit un vecteur démocratique s'accroît à la fin des années 1980 en raison de son rôle dans l'effondrement de régimes autoritaires (Reny, 2011 : 7). Le gouvernement chinois met donc en œuvre une politique d'anti-infiltration (反渗透, *fǎn shèntōu*) à l'égard du protestantisme¹⁵, associé à la peur de l'invasion étrangère datant de l'époque coloniale. Cette stratégie d'endiguement conduit à l'immixtion de l'État dans l'espace religieux.

Légitimer et rendre visible la surveillance

Le parti cherche à légitimer ces mesures de contrôle. Dans un arrondissement de Shenzhen, des livrets – édités par le bureau des Affaires religieuses et ethniques de

révision du point de vue du Parti sur la religion et un projet de politique et de réglementation spécifiques » (Palmer, 2009 : 25).

¹⁴ Autrement appelés les « Deux comités » (两会, *lianghui*), le MPTA et le CC sont deux associations religieuses rattachées à l'État-parti par le biais d'instances politiques (le bureau des Affaires religieuses et le Département du Front uni) chargés de superviser les Églises des Trois Autonomies. Ainsi les Deux Comités constituent-ils des courroies de transmission entre les organes étatiques et les paroisses des Trois Autonomies.

¹⁵ À titre d'exemple, l'évangélisation par des clercs ou organisations étrangères est interdit.

Shenzhen – consacrés aux nouvelles réglementations des religions sont distribués en 2017 dans les paroisses enregistrées (Réglementations des affaires religieuses, 2017). Dans ce document, la surveillance est qualifiée de « supervision » (监督, *jiandu*), « d'inspection » (检查, *jiancha*) et de « guidage » (指导, *zhidao*) (art. 26). Le contrôle est masqué par un discours sur le renforcement du « niveau de légalité [法制化 *fazhihua*] du travail religieux » (art. 1), et légitimé par une rhétorique antiterroriste (art. 4).

Dès 2012, l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping marquait déjà un durcissement de ce contrôle et une exacerbation croissante du nationalisme culturel (Brown et Berzina-Cerenkova, 2018 ; Perry, 2017). À l'occasion du 19^e congrès du parti (octobre 2017), le président a appelé à une « sinisation des religions »¹⁶. Ce mot d'ordre est d'abord diffusé dans les cercles académiques. Certains chercheurs chinois ont développé la théorie de l'écologie religieuse (生态论, *shengtai lun*) (Wang et Gao, 2012) qui associe le paysage religieux en Chine à un organisme vivant avec l'idée que la prolifération du protestantisme menacerait son équilibre et conduirait au déclin de la civilisation chinoise (Chang, 2018)¹⁷. L'altérité du protestantisme est exacerbée sous l'angle de cette rhétorique culturaliste. La diffusion du mot d'ordre de sinisation des religions entraîne des restrictions concrètes au sein de la sphère protestante. Certains articles de presse font état d'une augmentation du nombre de fermetures d'Églises souterraines¹⁸. Lors d'un entretien, le dirigeant d'une Église à la maison confirme qu'une branche de sa congrégation a été interdite dans la province du Henan, au Centre-Est du pays qui rassemble l'une des plus importantes populations chrétiennes de Chine¹⁹. Dans la province du Xinjiang, où plus d'un million de Ouïgours musulmans auraient été internés dans des camps de rééducation²⁰, certains missionnaires protestants font l'objet de poursuites judiciaires²¹. Ainsi la répression des musulmans ouïgours n'est-elle pas sans répercussion sur les communautés protestantes qui pâtiennent aussi de cette sinisation de l'islam débouchant dans cette province sur la mise en œuvre d'une surveillance totale voire totalitaire de ces populations (Byler, 2018)²².

¹⁶ Accès : <http://lib.ycu.jx.cn/Plugs/ueditor/net/upload/file/20171205/6364806526561393164765552.pdf>. (consulté le 23 sept. 2019).

¹⁷ L'approche écologique est issue d'une longue tradition d'études anthropologiques en Chine et a été utilisée par certains spécialistes afin d'appréhender la question religieuse. Toutefois, ces chercheurs mettent en garde contre l'essentialisation de la Chine par cette approche (Gossaert et Palmer, 2012 : 16-23).

¹⁸ Accès : <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shehui/q11-10292018084333.html> (consulté le 23 sept. 2019).

¹⁹ Les noms des enquêtés sont anonymes pour leur sécurité (pasteur S., entretien avec l'autrice, Pékin, 1^{er} mai 2019).

²⁰ Accès : https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2018/05/25/en-chine-l-internement-massif-de-ouigours-pour-reeducation-confirme-par-une-etude_5304787_3216.html (consulté le 23 sept. 2019).

²¹ Pasteur H., entretien avec l'autrice, Pékin, 17 févr. 2019.

²² Bien que le régime chinois corresponde dans l'ensemble au modèle autoritaire, l'emploi du terme *totalitaire* se justifie ici par la surveillance totale déployée par le régime à l'égard des Ouïgours, que ce soit dans l'espace public (la province du Xinjiang a constitué un laboratoire pour la mise en

En dehors de ce cas spécifique, les communautés enregistrées ont pour ordre de hisser le drapeau chinois devant le hall d'entrée des églises. Dans certains districts, les mineurs ne peuvent plus participer à l'école du dimanche, une activité supervisée par la paroisse, qui dispense aux enfants un enseignement biblique pendant le culte. La vente de bibles est circonscrite aux librairies des églises. Cette mise en scène de l'interdiction concerne les symboles les plus visibles du protestantisme, montrant la volonté du gouvernement d'accentuer son confinement aux murs des églises, voire à faire disparaître cette religion de l'espace public. Le magazine protestant chinois indépendant 今日教会 (*Jinri Jiaohui*, Églises actuelles) – dont la marge d'autonomie a été réduite depuis les nouvelles directives – minimise ces restrictions et déclare que, « en dehors des bibles[,] la plupart des ouvrages chrétiens légaux sont toujours disponibles sur internet » (Églises actuelles, 2019).

Dans ce contexte, la répression s'opère généralement dans les faits contre les congrégations souterraines dépassant une cinquantaine de membres²³. En contraste avec les directives centrales, le caractère pléthorique des instances de surveillance locales – possédant souvent des intérêts divergents – favorise également le contournement des réglementations. L'application des directives varie aussi selon les régions. Lors de mes enquêtes, la ville de Shenzhen bénéficiait du degré d'autonomie le plus élevé en raison de son statut de zone économique spéciale et de sa proximité avec Hong Kong. Le contrôle étatique était également moins important dans la capitale Pékin, bien que qualifiée par les dirigeants locaux de « souple en apparence mais strict à l'intérieur » (外松内紧, *waisong neijing*). Les Églises de la ville de Changsha, située dans une province de l'intérieur, étaient d'un abord plus difficile. Dès lors, les congrégations protestantes appartiendraient à des sphères de visibilité différenciées en fonction de leur statut (enregistré ou souterrain).

Les Églises des Trois Autonomies : des vitrines de l'État-parti ?

Lors des entretiens, les clercs des Églises enregistrées insistent sur leur « appartenance au système » (体制内, *tizhinei*)²⁴. Cette expression est employée pour différencier les entreprises d'État de celles à capitaux étrangers²⁵, ou encore les intellectuels publics des dissidents (Frenkiel, 2014). Les ecclésiastiques mettent en avant leur respect de « l'institution » (制度, *zhidu*), leur « obéissance » (听话, *tinghua*) et la « conformité légale » (正规, *zhenggui*) de leurs Églises. Les

œuvre de dispositifs de reconnaissance faciale dans le pays), privé (envoi de plus d'un million de Chinois en majorité Han pour « rendre visite » à des familles ouïgoures en 2016) ou carcéral (mise en place de « camps de rééducation ») (Byler, 2018).

²³ Pasteurs, Églises enregistrées, entretien collectif avec l'autrice, Shenzhen, 16 févr. 2017.

²⁴ Pasteurs, Églises enregistrées, *ibid*.

²⁵ Accès : <https://baike.baidu.com/item/体制内> (consulté le 23 sept. 2019).

paroisses enregistrées (堂, *tang*) appartiennent à un système politico-religieux hybride et différent des points de rassemblement souterrains (点, *dian*) faiblement institutionnalisés. Dans les faits, la position des congrégations d'État demeure ambivalente. Les stratégies de visibilité des Églises connaissent une inflexion après la mise en place des nouvelles directives.

Un coûteux rôle de porte-parole

Les Églises légales ont pour fonction de représenter le pouvoir officiel dans la sphère religieuse. Leurs clercs sont enregistrés auprès des instances d'État, ce qui reflète leur relation symbiotique avec le régime. Les dirigeants des Deux Comités (MPTA et CCC) cumulent divers titres religieux et politiques²⁶. Les Églises mettent en scène leur allégeance au parti à travers l'usage d'une rhétorique patriotique en dénonçant à titre d'exemple « l'impérialisme américain » lors de cérémonies officielles (Vala, 2017 : 84). Dans une église de Pékin, le respect des règles de transparence édictées par le parti en matière de finances devient, lors du culte, un signe de soumission à la loi divine : « Il faut tenir un livre des comptes, car Dieu accomplit toute chose dans les règles »²⁷. Cependant, la reproduction du rituel politique par les Églises enregistrées a un coût, puisque leur légitimité religieuse est controversée au sein même des communautés. Au détour d'une conversation privée, les critiques peuvent émaner des anciens (ce titre est souvent attribué à des hommes d'affaires) eux-mêmes : « Les pasteurs des Églises à la maison ressemblent à la Sainte Mère [圣, *shengmu*], ceux des Églises enregistrées sont des femmes de ménage [保姆, *baomu*] au service de l'État »²⁸. Pour certains enquêtés, l'omniprésence du gouvernement au sein des Églises enregistrées les viderait de leur vitalité religieuse. Ce phénomène fait écho au contraste dans les pays autoritaires entre le rituel vide de sens des corps publics et la résurrection de leur vitalité en coulisses (Scott, 1990 : 33) ; les activités de façade des Églises reprennent la ligne du parti, les événements communautaires permettent de redynamiser la vie religieuse. La proximité des Églises enregistrées avec l'État leur a cependant servi, avant la révision des directives, à dissimuler des espaces d'autonomie moins visibles au sein de leurs communautés. Ainsi, à l'image de poupées russes, les Églises des Trois Autonomies sont composées de plusieurs espaces, du plus officiel au plus officieux (des cultes du dimanche délivrés par le pasteur aux invitations informelles des clercs étrangers en passant par l'existence de petits groupes plus privés et de liens avec des Églises à la maison). Ces congrégations adoptent alors une stratégie d'emboîtement pour échapper au regard de l'État.

²⁶ À titre d'exemple, le pasteur en chef de l'Église de Shenzhen est président des Deux Comités municipaux, vice-président du séminaire de théologie du Guangdong, vice-président du MPTA du Guangdong, doctorant au séminaire luthérien de Hong Kong et membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois.

²⁷ Culte de l'Église Chaoyang, observation participante, Pékin, 13 janv. 2019.

²⁸ Joseph H., entretien avec l'autrice, Shenzhen, 09 févr. 2017.

La dissimulation d'espaces d'autonomie

Les paroisses enregistrées s'insèrent dans un champ religieux concurrentiel et les clercs reconnaissent leur « retard » (落后, *luohou*) sur les congrégations souterraines, comme l'illustre le discours prononcé par le pasteur C. lors d'une conférence sur le pastoralat de l'Église de Shenzhen : « Les missionnaires étrangers ont fourni de nombreuses ressources aux Églises à la maison. Cela constitue clairement un défi pour les paroisses légales »²⁹. Pour répondre à cette concurrence, cette Église enregistrée a favorisé le développement de « petits groupes » dans ses locaux, ce qui crée un premier espace d'autonomie au sein de la communauté. Ces *cell groups* offrent un environnement plus convivial et libre aux fidèles. D'origine anglo-saxonne, ce mode de gestion a été importé par une organisation évangélique hongkongaise d'hommes d'affaires malgré les liens historiques de l'Église de Shenzhen avec le protestantisme luthérien. La petite taille de ces communautés favorise un fonctionnement informel. Tandis que les clercs enregistrés président au culte, ces groupes sont animés par des fidèles laïcs. Les matériaux utilisés peuvent être importés des États-Unis, par exemple les cours du D^r Paul Stevens, qui se définit comme un pasteur du monde professionnel (*marketplace theologian*) aux États-Unis³⁰. Au contraire, les grandes réunions sont caractérisées par leur cadre contraignant (les supports étrangers sont proscrits), leur solennité et leur plus grande visibilité, qui permet de camoufler les activités des petits groupes. Si leur développement reste confiné aux locaux des Églises enregistrées, celles-ci organisent des activités ponctuelles plus importantes hors de leurs murs, ce qui ouvre un second champ d'autonomie.

Afin d'accroître sa visibilité dans l'espace public, l'Église de Shenzhen fait appel à deux intermédiaires : les hommes d'affaires et les acteurs étrangers, bien que les échanges avec l'extérieur demeurent limités. Ainsi le pasteur Will Graham – petit-fils de Billy Graham³¹ et personnalité publique de la sphère évangélique américaine – est-il invité par l'Église de Shenzhen en 2008³². Cette paroisse s'appuie également sur des organisations para-ecclésiales pour célébrer Noël en grande pompe. Avant les nouvelles réglementations, le comité d'hommes d'affaires (工商联, *gongshang fenhui*), enregistré auprès de l'Église en tant qu'organe officiel chargé d'assurer la liaison avec des acteurs transnationaux, constituait une plateforme entre les Églises officielles et souterraines de la ville. En 2004, il organisait la cérémonie de Noël qui aurait rassemblé plus de

²⁹ Accès : <http://www.gospeentimes.cn/index.php/portal/article/index/id/3922> (consulté le 19 sept. 2019).

³⁰ Observation de terrain, 25 avr. 2019. Accès : <http://www.imtglobal.org/dgbnew>.

³¹ Billy Graham (1918-2018) est l'une des figures majeures du protestantisme évangélique aux États-Unis. Conseiller spirituel de plusieurs présidents des États-Unis depuis Harry Truman, il est cité 61 fois dans la liste des hommes les plus admirés par les Américains, établie par l'institut de sondage Gallup. Accès : <https://news.gallup.com/poll/228089/news-billy-graham-admired-list-times.aspx> (consulté le 27 mai 2020).

³² Accès : <https://www.gospeentimes.cn/index.php/portal/article/index/id/15096> (consulté le 19 sept. 2019).

5 000 personnes³³. À cette occasion, des paroisses des Trois Autonomies, des communautés souterraines, des organisations étrangères ainsi que des cadres du parti sont invités à participer à l'événement.

Cette politique d'accommodement reflète la porosité entre les Églises enregistrées et celles qui sont souterraines. Certains points de rassemblement sont ainsi « inscrits sous le nom » (挂号, *guahao*) des paroisses officielles (以堂带点, *yitang daidian*) et offrent un troisième espace d'autonomie à ces dernières, qui se servent des locaux des congrégations souterraines pour organiser des activités grises, par exemple des cours de formation pastorale dispensés par des pasteurs hongkongais³⁴. En échange, cette règle informelle assure aux Églises à la maison une couverture pour préserver leur autonomie, au prix de leur rattachement informel aux Trois Autonomies³⁵. Malgré cette coopération avec certaines communautés, les pasteurs des Deux Comités sont chargés de démanteler d'autres points de rassemblement qui refusent de se mettre en conformité avec la loi. Le sort des Églises souterraines semble ainsi tributaire des relations qu'elles nouent avec les instances officielles. Cependant, la porosité entre les organisations protestantes est moins importante depuis le resserrement de la politique à l'égard des religions.

Les nouvelles directives : réduction de la visibilité religieuse et propagande étatique

Les nouvelles directives entraînent la réduction de la visibilité des organisations protestantes dans l'espace public. En 2018, la célébration chrétienne de Noël se heurte à la propagande étatique qui qualifie cette « fête étrangère » de « honte pour les Chinois », une expression relayée dans les écoles et par divers médias³⁶, dans une logique similaire aux controverses suscitées par le projet du complexe protestant de Changsha : « Pendant les festivités de décembre 2018, nous ne pouvions même pas exposer d'arbres de Noël, ni chanter de psaumes. Nous avons cependant organisé des célébrations à l'intérieur de l'église »³⁷. L'ancien Albert X, un dirigeant de l'église de Shenzhen, organise à cette occasion un rassemblement en théorie illégal dans un centre commercial. Pour ce dernier, le développement d'activités grises dans la sphère des Trois Autonomies reste tacitement autorisé par son pasteur à condition de ne pas lui demander la permission. La conception chinoise de « face » (面子, *mianzi*) est importante (Bonicco-Donato, 2018), ce qui explique le fait que la conduite d'activités informelles est tacitement acceptée tant qu'elle n'est pas formulée ouvertement afin de ne pas embarrasser son supérieur. Dans une perspective goffmanienne, un degré important de visibilité

³³ R. Ma, entretien avec l'autrice, Shenzhen, 12 févr. 2017.

³⁴ Visite d'une église souterraine *yitang daidian*, Shenzhen, 2017.

³⁵ Accès : <http://www.gzchurch.org/ideas/hots/yitangdd.html> (consulté le 12 avr. 2017).

³⁶ Accès : <https://www.boxun.com/news/gb/china/2018/12/201812271519.shtml> (consulté le 19 sept. 2019).

³⁷ Albert X, entretien avec l'autrice, Shenzhen, 18 avr. 2019.

entraîne une situation de gêne politique pour les Deux Comités. À l'inverse des pasteurs, les anciens et les fidèles peuvent donc rester visibles dans l'espace public malgré les restrictions, ce à condition de rester discrets³⁸.

Les nouvelles réglementations conduisent à une augmentation de la visibilité de l'État au sein même des églises, au détriment du rayonnement religieux de ces dernières. Avant les nouvelles directives, la congrégation évangélique M. (Shenzhen) était parvenue à conserver un degré d'autonomie exceptionnel malgré son encadrement par l'État-parti. Cette Église était dirigée de manière informelle par un homme d'affaire taïwanais et bénéficiait en coulisses du soutien d'une personnalité influente de Taïwan³⁹. Elle supervisait une cinquantaine de « petits groupes » à la maison bien que la diffusion du religieux par ce biais « anti-institutionnel » d'inspiration pentecôtiste (Corten et Marshall-Fratani, 2001) créait des tensions avec les Deux Comités.

L'implantation des nouvelles directives a considérablement réduit la marge d'autonomie de la communauté. En effet, le bureau des Affaires religieuses du quartier a appliqué les réglementations de manière stricte⁴⁰. Dans l'église, « un mur de la propagande » (宣传栏, *xuanchuanlan*) est désormais consacré à l'affichage de documents officiels (voir figures 1 et 2)⁴¹. Ce nouvel aménagement des lieux est destiné à être montré aux cadres qui ont pour mission d'inspecter l'église deux fois par semaine. Par ailleurs, en mai 2019, le pasteur de la paroisse a informé sur WeChat (une application mobile équivalente à Facebook en Chine) les dirigeants de congrégations souterraines « inscrites sous le nom » (挂号, *guahao*) de l'Église qu'elles étaient désormais illégales, des restrictions qui s'inscrivent dans le cadre d'une réduction des échanges entre les Églises enregistrées et souterraines. Les restrictions concernent même la catéchèse, désormais interdite mais dont les activités se poursuivraient de manière souterraine hors de l'église. Il est probable que les « petits groupes » soient également interdits à présent, remettant en question les privilèges de l'Église M. en tant que communauté étrangère influente. Les nouvelles directives conduisent donc au rétrécissement des zones d'activités grises, mais aussi à l'interdiction d'activités centrales du protestantisme dans certaines Églises. Cette politique demeure controversée au sein de la sphère protestante.

³⁸ En tant qu'ancien, Albert X a également plus d'autonomie qu'un pasteur, car les anciens ne sont pas enregistrés auprès du MPTA, cette fonction est essentiellement honorifique et située aux frontières du clerc et du fidèle.

³⁹ Joseph H., *ibid.*

⁴⁰ Missionnaire Zhou, entretien avec l'auteur, 28 déc. 2016.

⁴¹ Si des affiches de propagande étaient présentes dans l'église durant ma première visite en 2017, lorsque je suis retournée dans cette communauté en 2019 après l'application des nouvelles directives, leur quantité s'était nettement accrue et, de plus, elles avaient été disposées dans un espace auparavant réservé à des tracts religieux. Les nombreuses affiches concernant les activités de l'église qui étaient auparavant visibles ont de manière générale disparues depuis la mise en scène de cette propagande d'État.



Figure 1. Propagande d'État dans l'église enregistrée M. (photographie : J. Duléry, 21 avr. 2019)⁴²



Figure 2. Propagande d'État dans l'église enregistrée M. (photographie : J. Duléry, 21 avr. 2019)⁴³

⁴² De gauche à droite, l'affiche 1 est consacrée à « la lutte pour balayer les forces noires », qui « menacent la sécurité du régime ». Les titres « réglementation religieuse » et « unité nationale » sont visibles sur les deux affiches suivantes. Sur l'affiche 4 les « valeurs centrales du socialisme » ont été imprimées. Les trois dernières affiches sont consacrées à « l'étude de la culture traditionnelle ».

⁴³ Le drapeau chinois est visible depuis le vestibule et une affiche met à nouveau en exergue les « valeurs centrales de l'idéologie socialiste ».

Les réactions des organisations protestantes au durcissement de la politique

Une partie des clercs enregistrés rencontrés expriment leur adhésion aux nouvelles directives. L'ancien Albert X abonde dans le sens des autorités. Il affirme que « la gestion du protestantisme par l'État est raisonnable [et que] les religions ne peuvent se développer de manière chaotique [乱, *luan*] dans un pays immense comme la Chine ». Pour lui, ce pays bénéficie d'une meilleure stabilité sociale que les démocraties occidentales qui seraient affectées par leur mauvaise gestion de l'islam : « La France est devenue le Moyen-Orient. Les musulmans souhaitent également agir de la sorte aux États-Unis, mais Donald Trump l'a compris »⁴⁴. L'allégeance à la politique sécuritaire de l'État-parti se double d'une adhésion aux néo-nationalismes à l'échelle mondiale (Portier, 2018), notamment à la politique du président Trump, populaire parmi les cercles évangéliques en Chine. Pour de nombreux dirigeants interrogés, le durcissement des directives n'est pas lié au protestantisme, mais à l'islam, qui devient une figure repoussoir dans un contexte où les discours islamophobes sont présents de manière diffuse dans la société chinoise depuis les émeutes d'Urumqi en 2009 (Johnson *et al*, 2019)⁴⁵. Pour les chrétiens chinois, les sectes hétérodoxes (邪教, *xiejiao*) protestantes (Éclair de l'Orient, Témoins de Jéhovah) constituent un second type de communautés qui justifient un encadrement strict des religions (*ibid.*). Cependant, d'autres clercs sont déroutés par les nouvelles directives. Le missionnaire enregistré Zhou, dont la congrégation subit le « resserrement de l'étau étatique » (抓得紧, *zhua de jin*), porte un regard critique sur cette inflexion légale. Les organisations religieuses réagissent également de manière complexe à l'impératif de « sinisation du protestantisme » (Vermander, 2019).

En apparence, les Églises enregistrées relaient le mot d'ordre de « sinisation ». À l'occasion du 13^e Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPCC)⁴⁶, cet impératif a été repris par Xu Xiaohong (徐晓鸿), président du MPTA et membre du CCPCC⁴⁷. Le discours qu'il prononce revêt des

⁴⁴ Albert X, *ibid.*

⁴⁵ En juillet 2009, des émeutes meurtrières ont eu lieu à Urumqi, capitale du Xinjiang, qui auraient été causées par des conflits entre les forces de sécurité et un groupe de manifestants ouïghours dénonçant les attaques que le gouvernement aurait perpétré envers des travailleurs migrants ouïghours dans une usine du Sud de la Chine et qui auraient causées deux morts. L'émeute s'est transformée en conflit meurtrier entre Ouïghours et Han à travers la ville pendant trois jours. Les sources officielles évoquent au moins 197 morts dont la majorité serait han, mais les groupes ouïghours en dehors de Chine populaire soutiennent que le nombre de Ouïghours tués serait supérieur à celui des Han (Roberts, 2018).

⁴⁶ « La CCPCC incarne la politique dite de "front uni" du Parti, c'est-à-dire d'alliance entre celui-ci et les forces ou les personnalités non communistes, évidemment sous la direction du premier » (Cabestan, 2014 : 343). À ce titre, elle rassemble notamment les responsables des organisations religieuses autorisées.

⁴⁷ Accès : http://www.xinhuanet.com/politics/2019lh/2019-03/11/c_1124221042.htm (consulté le 19 sept. 2019).

accents de repentance, puisqu'il affirme que le protestantisme porte un « fardeau historique », associé à sa « marque indélébile » (烙印, *laoyin*) de « religion étrangère ». Les Églises sont incitées à développer une « théologie contextuelle » (Deux Comités, 2019), une doctrine élaborée par les Églises protestantes pour soutenir leur entreprise missionnaire au 20^e siècle lors des mouvements de décolonisation, dont l'objectif est d'élaborer des théologies locales pour refléter « l'expérience de la communauté chrétienne en un lieu donné, à une époque donnée » (Gisel, 2006 : 1426). Les Deux Comités adaptent cette rhétorique au contexte chinois pour servir les fins culturalistes du gouvernement.

Ainsi les Églises enregistrées s'approprient-elles l'injonction à la « sinisation ». En 2016, des paroisses de Shenzhen organisent des expositions dans leurs locaux consacrées à l'histoire du protestantisme chinois, contrastant avec la perception de cette religion comme un élément étranger par le régime. Par ailleurs, en 2015, le magazine *Églises actuelles* a consacré un numéro au missionnaire britannique Samuel Pollard qui construisit, au début du 20^e siècle, des écoles, des hôpitaux et des églises dans la province du Yunnan, insistant sur la contribution positive des clercs étrangers à la modernisation du pays. Le discours de la sphère protestante donne donc à voir une réinvention de la tradition (Hobsbawm et Ranger, 1983), en incluant l'histoire du protestantisme chinois dans le récit national. À l'image des Églises enregistrées, les points de rassemblements souterrains adoptent des tactiques de visibilité complexes afin de s'adapter aux contraintes étatiques.

Hors de l'espace public : les Églises souterraines

Selon leurs dirigeants, les églises souterraines ne sont « pas ouvertes au public » (不公开, *bu gongkai*)⁴⁸ et appartiennent au domaine politique du non-visible. Dans le cadre du protestantisme urbain chinois, les rassemblements à la maison ont souvent lieu dans des « résidences fermées » (*gated communities*). À Pékin, Shenzhen et Changsha, certaines congrégations de grande taille sont composées de plus de 200 fidèles. Cependant, la plupart des Églises optent pour la stratégie de la dispersion (分散, *fensan*). À l'image du « pissenlit »⁴⁹, dont les aigrettes blanches s'envolent lorsqu'on souffle dessus et permettent la dissémination des graines par le vent, elles se sont divisées en petits groupes afin de préserver leur communauté. Ce mode d'organisation constitue également une stratégie d'évangélisation employée par le protestantisme évangélique global (Fer, 2010). Ces congrégations adoptent alors des stratégies de visibilité publique variées.

⁴⁸ Dirigeants d'Églises à la maison, entretien avec l'autrice, févr.-mai 2019.

⁴⁹ La métaphore du pissenlit est utilisée par les fidèles d'un point de rassemblement (observation participante, Pékin, janv. 2019).

Des Églises souterraines qui protestent publiquement contre le pouvoir politique

Certaines congrégations souterraines ont vu leurs activités médiatisées par la presse étrangère pour avoir protesté publiquement contre les injonctions des autorités qui cherchaient à réduire sensiblement leur espace d'autonomie. Dans ce cas, le gouvernement a répondu en évitant tout conflit ouvert avec les organisations religieuses. Par exemple, il a fait pression de manière détournée sur le propriétaire des locaux pour qu'il interrompe le bail de l'Église calviniste Shouwang en 2009 (Vala, 2017 : chap. 8) ou tenté d'installer des caméras dans la communauté évangélique Sion en 2018⁵⁰. Les dirigeants de ces Églises ont alors décidé de rendre public le conflit en célébrant leur culte dans la rue (户外敬拜, *huwai jingbai*)⁵¹. Si, dans le cas de l'Église de Sion, cet acte protestataire a conduit le gouvernement à interdire la congrégation (2018), la communauté Shouwang est toujours active, poursuivant la publication de son magazine et des rassemblements peu fréquents (Vala, 2017 : chap. 8) bien que, selon un ancien *leader* de l'Église interviewé, depuis 2019, les autorités cherchent également à éradiquer cette communauté en rendant illégal le nom de la congrégation⁵². Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il réprimé ces communautés ? Ces deux Églises avaient pour point commun d'être fréquentées par plus de 1 000 personnes et de faire partie des congrégations souterraines les plus influentes. Elles partageaient également de nombreux liens avec des congrégations étrangères, notamment sud-coréennes (Vala, 2017 : chap. 8). Ces Églises sont souvent dirigées par des « intellectuels protestants » (基督徒知识分子, *jidutu zhishifengzi*, *ibid.*) proches du protestantisme réformé et critiquant plus ouvertement le régime, contrairement aux congrégations souterraines d'hommes d'affaires qui sont associées au mouvement évangélique ou charismatique et tendent à adopter une stratégie d'obéissance à l'égard des autorités (Cao, 2012), bien qu'il existe des recoupements entre ces deux communautés. Certains « intellectuels protestants » sont des économistes proches du libéralisme (自由主义, *ziyou zhuyi* ; sur ce courant, voir Frenkiel, 2014), d'autres ont participé dans leur jeunesse aux manifestations sur la place Tiananmen en 1989 ou sont associés à divers mouvements de défense des droits (维权, *weiquan*, *ibid.*). Pasteur de l'Église calviniste l'Alliance de la pluie d'automne (秋雨圣约教会, *qiuyu shengyue jiaohui*) située à Chengdu, l'avocat Wang Yi (王怡) est représentatif de cette dernière tendance. En décembre 2018, lors d'un prêche, ce dernier a dénoncé la politique de répression conduite par le président Xi Jinping à l'égard des Églises, qualifiant ce dernier de « pécheur devant Dieu » et l'exhortant à se repentir (Wang, 2018). Il est par la suite placé en détention pour subversion (Johnson, 2019).

⁵⁰ Accès : <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/2163489/china-bans-one-beijings-largest-underground-protestant-churches> (consulté le 19 sept. 2019).

⁵¹ Ancien dirigeant de l'Église Shouwang, entretien avec l'autrice, Hong Kong, 2 mai 2019.

⁵² Ancien dirigeant de l'Église Shouwang, *ibid.* Le gouvernement cherchait auparavant à faire indirectement pression sur le propriétaire des lieux pour que la congrégation cesse ses activités et non à s'attaquer frontalement à l'Église en la démantelant.

Ainsi la répression des Églises Shouwang, Sion et Alliance de la pluie d'automne est-elle imputable à leur grande visibilité dans l'espace public. Cependant, leur stratégie de protestation est critiquée par certains de leurs anciens membres. Un ex-dirigeant de l'Église Shouwang a fait scission pour fonder une Église souterraine indépendante en emmenant avec lui une partie des fidèles. Selon ce dernier, son ancienne Église aurait dû éviter d'affronter directement les autorités (*ibid.*). De nombreuses organisations protestantes se désolidarisent également de ces trois congrégations. Clerc d'une Église internationale, le pasteur Li considère que, à l'image des Églises des Trois Autonomies supervisées par l'État-parti, le cas de Shouwang constitue une autre forme de politisation peu souhaitable du protestantisme en Chine. Dans un entretien accordé à un journal protestant taïwanais, il s'inquiète du fait que ses dirigeants mettent en danger leurs fidèles⁵³. Ces communautés sont critiquées au sein même de la sphère protestante, car elles enfreignent les règles tacites de non-visibilité des Églises chinoises.

Coopération, négociation et stratégie de non-visibilité

À l'inverse, la plupart des congrégations souterraines observées lors de mes enquêtes mettent en scène leur adhésion au discours officiel, voire participent à la construction d'une forme de « nationalisme spirituel » (Cao, 2012). Cette dernière tendance est mise en œuvre par quelques congrégations, souvent charismatiques, fondées par des Hongkongais ou des Taïwanais, qui théâtralistent leur patriotisme à travers la mise en place de prières pour la nation ou le chant de l'hymne national⁵⁴. Si la plupart des Églises souterraines adhèrent en apparence au contrôle de l'État, elles demeurent non enregistrées pour de multiples raisons : certaines sont dirigées par des ressortissants étrangers, d'autres par des clercs locaux formés dans un séminaire officiel mais qui ont par la suite quitté le système des Trois Autonomies (Vala, 2009), le réseau souterrain garantissant une marge d'autonomie plus importante. Les Églises souterraines sont à l'abri de certaines restrictions telles l'interdiction du culte aux mineurs, mais le nombre de fermetures forcées a globalement augmenté depuis le durcissement de la politique. Dans ce cadre, la plupart de ces congrégations ont pour stratégie de valoriser la coopération avec les autorités⁵⁵, en insistant sur leur recherche de

⁵³ Accès : <http://www.cdn.org.tw/News.aspx?key=3442> (consulté le 19 sept. 2019).

⁵⁴ Entretien avec l'autrice, Hong Kong, 20 août 2018. Malgré leur statut de « compatriotes » (同胞, *tongbao*), les Taïwanais et les Hongkongais constituent des étrangers en Chine sur le plan de la réglementation religieuse. À ce titre, il leur est interdit de faire du prosélytisme sur le territoire. Ils sont donc particulièrement incités à adopter des stratégies de négociation avec les autorités religieuses locales et à bénéficier de leur accord informel leur permettant de poursuivre leurs activités religieuses légalement grises dans le pays.

⁵⁵ Entretien avec l'autrice, Pékin, Shenzhen, févr.-mai 2019.

« l'harmonie sociale » (和谐, *hexie*)⁵⁶. Ainsi les Églises souterraines collaborent-elles avec les instances officielles par le biais d'activités caritatives normalement prises en charge par l'État. À titre d'exemple, malgré son statut légal gris, l'Église souterraine W. (Pékin) bénéficie d'une reconnaissance informelle de la part des autorités religieuses locales. En effet, cette congrégation a organisé des opérations de don du sang et s'est vue octroyer un certificat d'excellence de la part du bureau des Affaires religieuses du quartier afin de la récompenser à titre honorifique de sa prise en charge d'une activité caritative⁵⁷. Ces Églises négocient également avec les autorités en limitant la visibilité de leurs activités sensibles.

Le cas de l'Église souterraine L. montre que la discrétion dans l'espace public peut être exigée de manière explicite par les autorités locales au cours de la négociation. En 2017, les dirigeants de cette Église ont été forcés à « boire le thé » (被喝茶, *bei hecha*) au commissariat du quartier⁵⁸. Le policier accepte alors un compromis avec les fidèles qui insistent sur leur refus de se disperser mais lui promettent « de ne pas lui causer de problème » (*ibid.*). En échange, le policier leur demande d'être discrets (低调, *didiao*) et de ne pas poster de contenu religieux en ligne. La recherche de la discrétion est favorisée par la surveillance du gouvernement. Toutes les Églises observées lors de ces enquêtes de terrain sont connues des autorités. Ce contrôle peut s'opérer à travers la surveillance de WeChat, par le biais duquel les Églises communiquent leurs activités sur le compte officiel de la communauté (公众号, *gongzhonghao*) ou dans des groupes privés (*ibid.*). Le gouvernement envoie des policiers en civil dans les Églises (*ibid.*) et les activités des congrégations peuvent également être dénoncées (投诉, *tousu*) par les voisins, incommodés par le bruit des chants de louange. Aussi, si le gouvernement connaît la plupart des Églises souterraines, elles-mêmes ne se connaissent pas toutes entre elles, ce qui contribue à leur isolement.

Les pasteurs insistent sur le renforcement de la fragmentation du réseau souterrain du fait des nouvelles directives (Pasteur Zhu, *ibid.*). Les Églises souterraines évitent d'entretenir des liens horizontaux entre elles pour ne pas apparaître comme des groupes organisés menaçants pour les autorités. Les relations interpersonnelles entre fidèles sont donc préférées aux échanges intercommunautaires. La plupart des Églises à la maison tentent d'effacer leurs nombreux liens avec des organisations étrangères qui sont par ailleurs souvent critiquées en interne : « Nous devons faire émerger un protestantisme local [本土, *bentu*] aux couleurs chinoises »⁵⁹.

⁵⁶ Souvent associée à une forme d'héritage confucéen, la théorie de la société harmonieuse est adoptée par le gouvernement en 2005 pour montrer la volonté des autorités de réduire les inégalités sociales.

⁵⁷ Dirigeant de l'Église W., entretien avec l'autrice, Pékin, janv. 2019.

⁵⁸ Dirigeant de l'Église L., entretien avec l'autrice, Pékin, 22 févr. 2019. L'euphémisme ironique *boire le thé* désigne les interrogatoires de police.

⁵⁹ Missionnaire Église-maison, entretien avec l'autrice, 02 avr. 2019.

Les congrégations sont également discrètes sur les réseaux sociaux. Certaines Églises interdisent explicitement aux fidèles de filmer le culte. Les comptes publics de personnalités protestantes connues du réseau souterrain disparaissent parfois de WeChat. Cette application reste cependant une plateforme privilégiée pour l'évangélisation car un compte WeChat demeure plus discret qu'un site web. Néanmoins, les Églises évitent d'utiliser un compte public pour lancer des invitations groupées. La diffusion sur l'internet passe davantage par le biais de groupes intra-communautaires (群, *qun*). Les fidèles sont aussi exhortés à inviter en privé leurs amis à participer au culte. Quant à la distribution de *flyers* en dehors de l'Église, elle est limitée⁶⁰.

L'attitude des Églises face aux restrictions

Face aux restrictions, certaines Églises revendiquent une attitude pragmatique. Dans l'Église évangélique du Plein Évangile, le pasteur en chef livre une interprétation à l'occasion du culte des actes du prophète Daniel (Daniel, 1, 47). Durant la captivité des Juifs à Babylone, Daniel parvient à être élevé au rang de chef des sages en interprétant le songe du roi Nabuchodonosor. Le pasteur associe cet exemple à la possibilité de devenir, en tant que chrétien, un acteur majeur de son époque, notamment dans le monde professionnel, malgré les restrictions dont il est « inutile de se plaindre »⁶¹. Le pragmatisme associé au protestantisme évangélique entrepreneurial (Gonzalez, 2014 : 328-344) devient alors une stratégie d'accommodement. L'évangélisation au sein du monde professionnel est globalement privilégiée, car, plus ouverte, la sphère économique échappe en partie à la surveillance. Les hommes d'affaires constituent également des intermédiaires valorisés pour incarner la visibilité de l'Église auprès des autorités.

Certains clercs justifient leur loyauté aux autorités en se référant aux premiers chrétiens : « Sous l'Empire romain, les chrétiens ont été persécutés [逼迫, *bīpò*], mais ne prétendaient pas utiliser leurs droits de citoyen pour se protéger »⁶². L'expansion du christianisme dans le contexte de persécution de l'époque romaine est mise en parallèle avec la survie du protestantisme sous la Révolution culturelle, justifiant une attitude optimiste face au durcissement en cours. Ainsi de nombreux clercs défendent-ils l'idée selon laquelle le manque d'autonomie des Églises en Chine serait une bénédiction divine car elle faciliterait l'évangélisation (Albert X, *ibid.*), les individus pouvant retrouver de l'espoir en des temps austères à travers la foi. Cette interprétation résonne avec les travaux de certains spécialistes chrétiens (Yang, 2011 ; voir également Stark, 1987). Dans ce cadre restrictif, l'évangélisation devient une manière d'éprouver sa foi et se fonde sur une logique de dévoilement, et donc de visibilité.

⁶⁰ Dirigeant de l'Église W., *ibid.*

⁶¹ Prêche de l'Église *Full Gospel*, Pékin, 17 mars 2019.

⁶² Missionnaire d'Église-maison, *ibid.*

Conclusion

Dans un contexte d'endiguement étatique du protestantisme, dans l'ensemble, les Églises ont pour stratégie de dissimuler leurs activités sensibles dans des espaces cachés tout en manifestant en public leur allégeance aux autorités locales. Malgré le coût engendré par leur proximité avec l'État, rendant leur légitimité controversée au sein de la sphère protestante, les Églises légales ont pour privilège de pouvoir développer des activités discrètes mais plus conviviales au sein de leurs locaux ou des célébrations publiques à l'occasion de la fête de Noël. L'allégeance de ces Églises envers l'État leur sert également de couverture pour dissimuler leur participation à des activités « grises » dans les locaux de communautés souterraines « inscrites sous leur nom » (挂号, *guahao*). Cependant, depuis l'application des nouvelles réglementations, la visibilité religieuse des Églises officielles est moins importante.

En contraste avec ces dernières, les congrégations souterraines se fondent sur une logique d'invisibilité en raison de leur degré de légalité moins élevé. Afin de garantir leur survie, la plupart d'entre elles se désolidarisent de celles qui protestent publiquement contre les autorités. En disparaissant ainsi de l'espace public, elles mettent en scène leur conformité à la politique officielle d'endiguement des religions. En quoi les stratégies des organisations protestantes en Chine contribuent-elles à comprendre la visibilité du phénomène religieux dans sa globalité ? De manière similaire à la controverse sur le voile en France, certaines de leurs apparitions publiques sont perçues comme « ostentatoires » par une partie de l'opinion, la différence étant que le protestantisme demeure assimilé à la religion de l'étranger colonisateur et non à l'intégration difficile d'une minorité religieuse immigrée. Il existe ainsi une logique « d'orientalisme inversé » (Dirlik, 1996) dans la perception du protestantisme chinois : les anciens colonisés retournent le stigmate associé au colonisateur contre lui. Les épisodes de rejet public du christianisme orchestrés par l'État expriment plus largement une forme de nationalisme culturel se construisant à partir d'un rapport ambivalent avec l'Occident, le protestantisme étant perçu, par les uns, comme un corps étranger à la civilisation chinoise, par les autres, comme une religion exotique ouvrant sur un style de vie occidental.

Les Églises évangéliques étrangères et chinoises partagent des points communs concernant leur mode d'organisation en petits groupes, mais, à la différence des communautés charismatiques taïwanaises ou américaines qui ont pour stratégie d'être « sur-visibles » dans l'espace médiatique, les Églises chinoises se fondent sur une tactique de la discrétion dans un contexte où l'État a tendance à vouloir effacer le religieux de la sphère publique. Ainsi l'adaptation du protestantisme global au contexte chinois est-elle interstitielle : elle se produit à travers certaines brèches, les hommes d'affaires transnationaux d'origine chinoise constituant les intermédiaires entre les protestantismes globalisé et chinois puisqu'il s'agit probablement des acteurs les plus autonomes de la sphère protestante locale.

Références

- Bays D. H., 2011, *A New History of Christianity in China*, Oxford, Wiley-Blackwell.
- Bellah N. R., 2005, « Civil Religion in America », *Daedalus*, 134 (4), p. 40-55.
- Billioud S., à paraître, *Reclaiming the Wilderness: Contemporary Dynamics of the Yiguandao*, Oxford, Oxford University Press.
- Bonitto-Donato C., 2018, « Les rites d'interaction : l'héritage de la conception chinoise de la face dans la sociologie d'Erving Goffman », communication présentée au colloque international *Autour du Traité des rites (Liji) : de la canonisation du rituel à une société ritualisée*, Paris, Collège de France, 22 juin. <https://www.college-de-france.fr/site/anne-cheng/symposium-2018-06-22-16h45.htm>
- Brown K. et Berzina-Cerenkova U. A., 2018, « Ideology in the Era of Xi Jinping », *Journal of Chinese Political Science*, 23, p. 323-339.
- Byler D., 2018, « Violent Paternalism: On the Banality of Uyghur Unfreedom », *The Asia-Pacific Journal*, 16 (24, 4). <https://apjif.org/2018/24/Byler.html>
- Cabestan J.-P., 2014, *Le Système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Cabestan J.-P., 2018, *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?*, Paris, Gallimard.
- Cao N., 2012, « Elite Christianity and Spiritual Nationalism », *Chinese Sociological Review*, 45 (2), p. 27-47.
- Cefai D., 2016, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30, p. 25-64. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704>
- Chan K.-K., 2013, « State of the Church in China », conférence, Baylor Institute for Studies of Religion, 25 oct. <https://www.youtube.com/watch?v=6c3rr2kj2HU> (consulté le 27 mai 2020).
- Chang K.-M., 2018, « New Wine in Old Bottles: Sinicisation and State Regulation of Religion in China », *China Perspectives*, 1-2, p. 37-44.
- Corten A. et Marshall-Fratani R. (éds), 2001, *Between Babel and Pentecost: Transnational Pentecostalism in Africa and Latin America*, London, C. Hurst.
- Dirlik A., 1996, « Chinese History and the Question of Orientalism », *History and Theory*, 35 (4), p. 96-118.
- Duléry J., 2017, *Acteurs transnationaux et recomposition du protestantisme officiel en Chine : le cas de Shenzhen*, mémoire de master, Paris, Institut d'études politiques.
- Fer Y., 2010, *L'Offensive évangélique. Voyage au cœur des réseaux militants de Jeunesse en mission*, Genève, Labor et Fides.
- Fraser N., 1990, « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », *Social Text*, 25-26, p. 56-80.
- Frenkiel É., 2014, *Parler politique en Chine. Les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Gisel P. (dir.), 2006 [1995], *Encyclopédie du protestantisme*, Genève/Paris, Labor et Fides/Presses universitaires de France.

- Gonzalez P., 2014, *Que ton règne vienne. Des évangéliques tentés par le pouvoir absolu*, Genève, Labor et Fides.
- Gonzalez P., 2015, « Montrer "l'exorcisme" de Sarah Palin sur le web. Enquête(s) sur la portée politique d'images religieuses », *tic&société*, 9 (1-2). <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.1826>
- Gossaert V. et Palmer D.A., 2012, *La Question religieuse en Chine*, Paris, CNRS Éd.
- Habermas J., 1978 [1962], *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. de l'allemand par M. B. de Launay, Paris, Payot.
- Hobsbawm E. et Ranger T. (éds), 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kindopp J. et Hamrin L. C., 2004, *God and Caesar in China: Policy Implications of Church-State Tension*, Washington, Brookings Institution Press.
- Laborde C., 2009, « Republicanisme critique vs républicanisme conservateur : repenser les "accommodements raisonnables" », *Critique internationale*, 44, p. 19-33.
- Laliberté A., 2017, « Religion, Resistance, and Contentious Politics in China », *Review of Religion and Chinese Society*, 4 (2), p. 151-166.
- Palmer D.A., 2009, « Les *danwei* religieuses. L'institutionnalisation de la religion en Chine populaire », *Perspectives chinoises*, 4, pp. 19-33.
- Portier P., 2018 « Introduction », communication présentée au colloque *Populisme et religion de l'Europe à l'Amérique*, Paris, Ceri/GSRL/EPHE, 5 nov.
- Perry E. J., 1994, « Trends in the Study of Chinese Politics: State-Society Relations », *The China Quarterly*, 139, p. 704-713.
- Perry E. J., 2017, « Cultural Governance in Contemporary China: "Re-Orienting" Party Propaganda », dans V. Shue et P.M. Thornton (éds), *To Govern China: Evolving Practices of Power*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 29-55.
- Pew Forum Research, 2011, « China », dans *Pew-Templeton Global Religious Futures Project*. http://www.globalreligiousfutures.org/countries/china#/affiliations_religion_id=0&affiliations_year=2010®ion_name=All%20Countries&restrictions_year=2016 (consulté le 19 sept. 2019).
- Reny M.-È., 2011, *Thinking Beyond Formal Institutions: Why Local Governments in China Tolerate Underground Protestant Churches*, these de doctorat en philosophie, University of Toronto.
- Roberts R. S., 2018, « The Biopolitics of China's "War on Terror" and the Exclusion of the Uyghur », *Critical Asian Studies*, 50 (2), p. 232-258.
- Saich T., 2000, « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », *The China Quarterly*, 161, p. 124-141.
- Scott J. C., 1990, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- Stark R., 1987, « How New Religions Succeed: A Theoretical Model », dans D. G. Bromley et P. E. Hammond (éds), *The Future of New Religious Movements*, Macon, Mercer University Press, p. 11-29.
- Stark R. et Finke R., 2000, *Acts of Faith: Explaining the Human Side of Religion*, Berkeley, California, University of California Press.

- Vala C.T., 2009, « Pathways to the Pulpit: Leadership Training in "Patriotic" and Unregistered Chinese Protestant Churches », dans Y. Ashiwa et D. Wank (éds), *Making Religion, Making the State: The Politics of Religion in Contemporary China*, Stanford, Stanford University Press, p. 96-125.
- Vala C.T., 2017, *The Politics of Protestant Churches and the Party-State in China. God Above Party?*, New York, Routledge.
- Vermander B., 2009, « Réveil religieux et sortie de la religion en Chine contemporaine », *Perspectives chinoises*, 4, p. 4-17.
- Vermander B., 2019, « Sinicizing Religions, Sinicizing Religious Studies », *Religions*, 10 (2). <https://doi.org/10.3390/rel10020137>
- Wang C. et Gao S., 2012, « 宗教管理模式论争的回顾与思考——从“宗教文化生态平衡论”说起 » [Zongjiao guanli moshi de huigu yu sikao – cong 'zongjiao wenhua shengtai pingheng lun' shuoqi, Analyse et réflexions sur les modèles de réglementation religieuse depuis la perspective de « l'équilibre écologique culturel et religieux »], *世界宗教研究* [Shijie zongjiao yanjiu], 5, p. 173-178.
- Yang F., 2006, « The Red, Black, and Gray Markets in Religion in China », *The Sociological Quarterly*, 47, p. 93-122.
- Yang F., 2011, « Why Christianity is Thriving in China Today », conference, Washington, Berkley Center, 24 avr. <https://www.youtube.com/watch?v=dzbEQIUChzc> (consulté le 19 sept. 2019).

Documents officiels

- Comité central du Parti communiste chinois, 31 mars 1982, 关于我国社会主义时期宗教问题的基本观点和基本政策 [Guanyu woguo shehui zhuyi shiqi zongjiao wenti de jiben guandian he jiben zhengce, Vision et politique de base sur la question religieuse durant la période socialiste de notre pays], communément nommé « Document 19 ».
- Assemblée nationale populaire, 4 déc. 1982, 第三十六条 [Dì sānshíliù tiáo, art. 36], 中华人民共和国宪法 [Zhōnghuá Rénmín Gònghéguó Xiànfǎ, Constitution de la République Populaire de Chine].
- Conseil des Affaires de l'État, 14 juin 2017, 中华人民共和国国务院令 第686号 [Zhōnghuá rénmin gònghéguó guówùyuyàn lìng dì 686 hào, décret n° 686 (révisant le Règlement sur les affaires religieuses)].
- Conseil des Affaires de l'État, 14 juin 2017 [30 nov. 2004], 宗教事务条例 (2004年11月30日中华人民共和国国务院令 第426号公布 2017年6月14日国务院第176次常务会议修订通过) [Zōngjiào shìwù tiáolì (2004 nián 11 yuè 30 rì zhōnghuá rénmin gònghéguó guówùyuyàn lìng dì 426 hào gōngbù 2017 nián 6 yuè 14 rì guówùyuyàn dì 176 cì chángwù huìyì xiūdīng tōngguò)], Règlement sur les affaires religieuses (publié par le décret n° 426 du Conseil des Affaires de l'État de la République Populaire de Chine le 30 novembre 2004, révisé et approuvé par la 176^e réunion exécutive du Conseil des affaires de l'État le 14 juin 2017)].

Bureau des Affaires religieuses et ethniques de Shenzhen, 2017 [2004], 宗教事务条例 [zongjiao shiwu tiaolie, Réglementations des affaires religieuses (nationales)], livret donné dans les églises enregistrées.

Deux Comités sur le plan national, 2019, 推进我国基督教中国化五年工作规划纲要 [Tuijin woguo jidujiao zhongguohua wunian gongzuo guiha gangyao (2018-2022), Ébauche d'un plan de travail quinquennal pour promouvoir la sinisation du protestantisme dans le pays (2018-2022)], Site internet du Protestantisme chinois (中国基督教网站zhongguo jidujiao wangzhan), 28 mars.

Articles de presse

Anonyme, 2015, 中国基督教和中国社会日益关注百多年前的传教士柏格理 [特稿] [Zhongguo jidujiao he Zhongguo shehui riyi guanzhu baiduo nianqian de chuanjiaoshi Bo Geli (tegao), L'intérêt croissant des églises locales et de la société chinoise pour le centenaire de la mort du missionnaire Pollard » (dossier Spécial)], 今日教会 [Jinri Jiaohui, Églises actuelles], 4 (5).

Anonyme, 2019, 圣经下架瑶瑶风波 [Shengjing xiajia yaoyan fengbo, Les rumeurs concernant l'interdiction de la vente de bibles dans les librairies], 今日教会 [Jinri Jiaohui, Églises actuelles], 15 (1), p. 12.

Johnson I., 2019, « This Chinese Christian Was Charged with Trying to Subvert the State », *The New York Times*, 25 mars. <https://www.nytimes.com/2019/03/25/world/asia/pastor-wang-yi-detention.html> (consulté le 30 janv. 2020).

Johnson I., Hammond K., Huang F., Fang K., Carrico K. et Isaac-Wang H., 2019, « Islamophobia in China : A ChinaFile Conversation », *ChinaFile*, 14 mai. <http://www.chinafile.com/conversation/islamophobia-china> (consulté le 30 janv. 2020).

Prêche en ligne

Wang Yi, 2018, 习近平若不悔改必要灭亡！ [Xijinping ruobu huigai biyao miewang!, Si Xi Jinping ne se repend pas il périra !], vidéo postée sur Facebook. <https://www.facebook.com/prayforearlyrain/videos/527784534298136/> (consulté le 14 sept. 2019).